# Réflexions « budgétaires »

dimanche 2 novembre 2025, par Denis COLLIN

**La discussion sur le budget occupe la scène politique et tous s'acharnent à éviter la censure. Au risque de me faire vilipender, je voudrais ici prendre le contrepied de quelques idées toutes faites de la « gauche » (toutes catégories confondues) concernant la dépense publique, la protection sociale et la « justice fiscale ».**

## 1) la dépense publique n'est pas du socialisme

Si on pense que le socialisme (et a fortiori le communisme), c'est l'intervention massive de l'État, alors oui, la dépense publique est du socialisme. Du socialisme d'État qui ne sera jamais rien d'autre que du capitalisme d'État, c'est-à-dire une cage d'acier pour interdire toute émancipation de travailleurs. En outre, la dette publique, quelles que soient les théories fort nombreuses sur ce sujet, est toujours un moyen de pomper l'argent de la masse du peuple pour en faire tomber les dividendes dans les poches du capital financier. Il y a chez Marx de nombreux passages sur cette question.

Les vrais socialistes ou les vrais communistes, si ce genre de personnes existe encore, doivent au contraire réclamer « l'État à bon marché », comme le faisaient les communards et, comme le disait Marx. L'État à bon marché, cela suppose qu'un maximum de tâches soit accompli par des élus, révocables et qui ne doivent jamais gagner plus qu'un ouvrier qualifié pour la tâche qu'ils accomplissent au service de la communauté politique. Si on fait le tour des administrations, on verra que nombre d'entre elles sont parfaitement inutiles, qu'on a créé des postes là où les employés peuvent aisément se diriger d'eux-mêmes, sans ces pesantes hiérarchies de super-chefs, chefs, sous-chefs et sous-sous-chefs sans parler des conseillers de tous ces messieurs très importants. Toutes ces bureaucraties, une fois créées s'auto-entretiennent et doivent toujours proposer des réformes, des nouveautés en tout genre pour justifier leur position. Exemple prototypique : l'Éducation nationale, qui a dépensé des sommes faramineuses dans des réformes nuisibles, des formations bidon, des structures superflues, alors que l'instruction des enfants a besoin de professeurs, de salles de classe, de livres, de cahiers et de crayons et la coordination nécessaire peut parfaitement être faite par des professeurs partiellement déchargés de cours pour ce travail. On pourrait même imaginer les écoles, les collèges et les lycées dirigés par des conseils élus !

La multiplication des entités administratives, des agences et autres est une autre source de gaspillage de l'argent public. Jadis, un Premier ministre inspiré proposait une refonte de l'administration française avec 48 départements. Avec les communes et des groupements de taille limitée que seraient les cantons et cela suffirait amplement. Les régions, les pays, les métropoles, les communautés de communes sont autant de feuilles du mille-feuille qui pourraient ainsi disparaître.

Une partie considérable de la dépense publique consiste à corriger (et parfois à aggraver) les difficultés, la misère, les crises qui naissent des décisions politiques. La concurrence libre et non faussée conduit à un tel chaos qu'il faut ensuite assister les entreprises pour qu'elles ne sombrent pas tout de suite, laissant des millions de gens dans la misère. On déplore ou on fait semblant de déplorer les effets dont on chérit les causes. Il faut indemniser le chômage, fabriquer des cache-misère, comme le RSA parce qu'on a supprimé des millions d'emplois productifs envoyés en Chine,

en Inde ou en Europe de l'Est. On détruit le paysannerie, on importe des immigrés pour faire pression sur les salaires, et ensuite il faut, tant bien que mal, essayer de « faire du social ».

## 2) l'État-providence n'est pas vraiment providentiel

Le capitalisme a été sauvé par l'État-providence, le *welfare state* cher à Roosevelt et aux socialistes réformistes, et dont les régimes fascistes ont donné une version moins sympathique. Les politiques économiques keynésiennes sont associées à l'État-providence et visent à réguler la marche du capitalisme en évitant les crises qui menacent son existence elle-même, comme la crise de 1929.

Mais on ne doit pas oublier plusieurs points importants :

— l'État-providence suppose une relative fermeture nationale. Si, par exemple, on pratique une politique de relance dans le cadre d'une concurrence libre, la relance profitera plus aux économies dont on est dépendant qu'à l'économie nationale. Il faut aussi être maître de sa monnaie.

— les politiques keynésiennes amortissent le cycle des affaires, mais ne le suppriment pas. La crise, transformée en récession, revient régulièrement et le moteur keynésien s'est ainsi enrayé dans les années 1970.

— l'État-providence suppose que les perspectives de transformations sociales soient écartées. Vous avez des retraites et des assurances maladie, ça suffit comme ça ! Les socialistes réformistes présentaient l'État-providence comme une transition insensible vers le socialisme, alors que les capitalistes y voyaient surtout un pis-aller pour faire barrage au socialisme. Mais dès que la classe ouvrière a été matée, domestiquée, rendue inoffensive à long terme, les capitalistes n'ont plus besoin de l'État-providence et organisent sa liquidation — non sans mal d'ailleurs.

## 3) Séparer l'État et la protection sociale

On mélange allègrement les dépenses de l'État et la protection sociale : tout cela tombe dans les « prélèvements obligatoires ». Mais la protection sociale, version française n'est pas étatique et ne devrait pas l'être ! Notons que c'est la gauche qui a commencé de « nationaliser » la Sécu alors qu'elle devrait être entièrement indépendante et dirigée par des administrateurs élus et, comme les ressources de la Sécu sont du salaire différé (les fameuses « charges salariales »), il va de soi que les salariés et les indépendants devraient administrer la Sécu sans aucune autre interférence.

Si d'ailleurs tous ceux qui doivent de l'argent à la Sécu payaient, il n'y aurait aucun problème de financement. A fortiori, si tous ceux qui sont en âge de travailler travaillaient ! Or, on fait le contraire : on fait payer à la sécu les exonérations destinées à faciliter l'embauche, alors même qu'on a mené une politique de diminution de l'emploi. Et on mélange Sécu et État pour retomber dans le modèle bismarckien. On transforme ainsi les travailleurs en pauvres assistés.

## 4) Faire payer les riches ? Une mauvaise blague

Bien sûr, il peut sembler juste que les riches cotisent à la dépense publique en proportion de leurs moyens. Mais les taxes Zucman (hier Tobin) et autres impôts du même acabit ne sont que des cautères sur des jambes de bois. Le problème n'est pas de « faire payer les riches », mais de renverser des rapports sociaux qui permettent cet enrichissement fabuleux. Et ce système s'appelle

mode de production capitaliste, système dont le moteur est bien l'enrichissement sans fin ni mesure.

Le problème de fond ne réside pas dans les inégalités, mais dans le rapport capitaliste lui-même, rapport qui soumet le travailleur (et en fait toute la société) à la loi d'accumulation illimitée du capital (en français de politiciens, la croissance). En finir avec un tel système est d'autant plus urgent que cette croissance met en péril la vie sur terre elle-même : crise climatique, épuisement des ressources, chute brutale de la biodiversité, etc. Le vieux modèle de l'État-providence supposait la croissance illimitée produisant le « grain à moudre » cher à André Bergeron. Et ce modèle ne fonctionne plus.

Faire payer les riches, c'est de la politique spectacle et rien d'autre.

***

La très mauvaise pièce qui se joue autour de la discussion budgétaire, une pièce où chacun, des LFI au RN, joue son rôle n'a pas d'autre but que de jeter un épais brouillard pour que les citoyens n'y voient plus rien. Comme ils sont tous d'accord pour rester dans l'UE et donc respecter les traités, tout ce qu'ils peuvent dire n'a aucune importance. Même un réformisme modéré, un réformisme minimaliste est impossible. Faire sécession et envoyer au diable tous ces pantins : que faire d'autre ?

Le 2 novembre 2025

**- Rappel :**

La Sociale - Les médecins de Molière au chevet du capitalisme malade (1998)

Néolibéralisme ou keynésianisme rénové : la fausse alternative - Persée (2000)